

LA LETTRE DU



SNUipp 67 infos

Lettre N°4

Merci d'afficher cette lettre en salle des maîtres.

MOUVEMENT DU 18 OCTOBRE

GRAND RASSEMBLEMENT LE 18 OCTOBRE A 12H00 PLACE DE LA REPUBLIQUE avec la FSU, Solidaires, la CGT et FO.

Le SNUipp 67 déplore que l'unité syndicale autour de la défense des services publics - tant au niveau national que départemental - n'aie pas réussi à se faire.

Sachez que si vous voulez faire grève vous en avez le droit car la FSU a déposé **un préavis pour le 18 octobre.**

Vous trouverez ci-dessous la position officielle de la FSU 67.

Communiqué de presse

« Le 18 octobre, une première étape de mobilisation pour la défense de nos services publics, de nos retraites et de notre pouvoir d'achat »

Nicolas Sarkozy et son gouvernement mènent au pas de charge des offensives contre l'emploi, les salaires, le droit de grève, le droit du travail, les retraites solidaires, la sécurité sociale et les services publics. Inspirée par le MEDEF, cette politique de régression généralisée dynamite les principes du modèle social français au seul bénéfice de la précarité pour les salariés et des bénéfices record pour les privilégiés du CAC 40.

Dans ce contexte, la FSU 67 appelle les personnels à s'engager dans des formes variées d'actions (Grève, Assemblée Générale dans les établissements, manifestation), à cette première étape de mobilisation pour :

- la défense et l'amélioration des services publics ;
 - la défense et l'amélioration de notre système de protection sociale (sécurité sociale, retraites) ;
 - la défense et l'amélioration des salaires ;
 - une politique ambitieuse en matière d'emploi tant dans le service public que dans le secteur privé.
 - Une réelle priorité accordée à ; l'Education nationale, en lieu et place des suppressions de postes massives.
- Parce que la FSU refuse la régression sociale qui détruit l'intérêt général et sacrifie le monde de la création et du travail, elle appelle les personnels à un rassemblement à midi Place de la République.

Pour la FSU 67 Jean-Michel VAILLANT

Secrétaire départemental

LISTE COMPLEMENTAIRE

Au 15/10/2007 la liste complémentaire ouverte tout récemment en est au rang 5 (Bas-Rhin).

Selon l'ien, la LC (env 50 personnes) sera entièrement consommée.

EPEP : le projet d'expérimentation revient sur le tapis

Le SNUipp a été reçu par le cabinet du Ministre mercredi 3 octobre 2007. Il s'agissait pour le ministère de refaire un tour de table, pour lister et vérifier les points de désaccord. En tout état de cause, le décret devrait être publié pour permettre la mise en place des premiers EPEP à la rentrée 2008.

Le SNUipp a réaffirmé son opposition à l'application de ce décret. Il a rappelé que si le Conseil d'Etat avait validé le projet de décret, celui-ci avait fait l'objet d'un vote en contre quasi unanime du CSE.

SAMEDI LIBERE

Compte-rendu de l'audience avec le Ministre sur la suppression du samedi matin

A l'annonce publique de la suppression du samedi matin, nous avons dénoncé l'absence de concertation et demandé à être reçus dans les meilleurs délais.

Le SNUipp a été reçu par le Ministre de l'Education Nationale X. Darcos, lundi 8 octobre.

Vous trouverez ci-dessous le compte rendu de l'audience.

Sur la mise en œuvre concrète, l'ensemble du dispositif n'est pas finalisé et de nombreuses questions restent posées.

A l'évidence, les propositions d'utilisation des « 2 heures libérées » ne constituent pas une réponse crédible pour répondre au défi de la réussite de tous.

Pour autant, ces annonces qui induisent des changements profonds dans l'organisation de l'école, provoquent de multiples débats dans la profession.

Nous avons insisté sur le mécontentement des personnels qui ont appris par les médias, les évolutions importantes dans le fonctionnement et l'organisation de l'école. Nous avons interrogé le Ministre sur les modalités concrètes de la mise en œuvre de la suppression du samedi matin. Nous avons demandé que s'engagent de réelles discussions sur l'ensemble de ces questions.

Nous avons insisté sur la nécessité de faire réussir tous les élèves et rappelé les pistes que le SNUipp avance : nécessité de plus de temps de concertation, de possibilités de travail en petits groupes sur le temps scolaire, de renforcer les RASED, la formation des enseignants...

Le Ministre a confirmé ses annonces : suppression du samedi matin, réduction du temps scolaire des élèves à 24 heures. Pour les enseignants, le temps de service reste fixé à 27 heures qui se déclinent en : 24 heures (classe), 1 heure (27ème heure, inchangée), 2 heures « pour les élèves qui en ont le plus besoin ». Il a évoqué la possibilité pour les enseignants de maternelle d'effectuer les deux heures en cycle 2 de l'école élémentaire.

A ce jour, le Ministère envisage la possibilité d'organisation suivante pour les deux heures dégagées : le mercredi matin, ½ heure chaque jour après la classe ou pendant la pause méridienne, 1h après la classe deux fois par semaine.

Nous avons rappelé l'importance des RASED et nous nous sommes inquiétés des conséquences du dispositif sur leurs missions : le Ministre s'est voulu rassurant en indiquant que les RASED ne seraient pas remis en question.

Il a également annoncé qu'il faudrait « sans changer fondamentalement les programmes, rappeler de façon nette les objectifs de l'école primaire dans un document resserré, accessible à tout parent ». Dans cette hypothèse, nous avons insisté sur la nécessité de consulter les personnels. Le Ministre a accepté, comme nous l'avons demandé, d'organiser une «journée banalisée ».

A la demande de concertations, le Ministre a répondu qu'il entamait des discussions dès la fin de la semaine et qu'il envisageait un relevé d'étapes d'ici début novembre sur les principes directeurs du dispositif. Les discussions devraient se poursuivre sur les modalités concrètes jusqu'au deuxième trimestre.

BASE ELEVES

Les critères « ethnicisés » vont être retirés de la base élèves (nationalité, date d'entrée sur le territoire, langue parlée à la maison et culture d'origine).

Le Snuipp se félicite de cette décision qui n'est pas étrangère à ses interventions et à la mobilisation des personnels.

Il poursuivra ses interventions et ses actions afin, notamment, de demander l'arrêt de l'expérimentation et qu'un bilan soit fait.
